

CHRONIQUE LIBYENNE

1989 : L'OUVERTURE ENTRAVÉE (1)

L'année 1987, qui s'était ouverte sur le registre de la réforme, avait vu le régime fêter le dixième anniversaire de l'achèvement de l'édifice jamaïryen. Vingt ans s'étant écoulés depuis le renversement, le premier septembre 1969, du roi Idriss, 1989 est tout autant une « année des bilans ».

En cette période charnière, les indices de l'ouverture esquissée en 1987 et largement explicitée en 1988 (2) ne sont pas radicalement contredits. Même si un certain flou persiste sur les limites de la libéralisation (3), le régime continue bel et bien à faire des credos économiques de sa théorie jamaïryenne une lecture moins formaliste. Il continue par ailleurs et peut-être surtout à recentrer sa politique étrangère et à normaliser ses modes de communication avec l'environnement international. Son image s'en ressent peu à peu de manière positive. Si le verbe du colonel reste haut et ses formules encore éloignées des nuances (ou des hypocrisies ?) de la diplomatie traditionnelle, si, malgré les doutes qui s'infiltrèrent en lui sur la capacité des Libyens à en saisir tout l'intérêt (cf. infra), l'intime conviction qui est la sienne d'avoir offert au monde une « troisième théorie universelle » sans égale n'est pas entamée (4), le pragmatisme fait de plus en plus explicitement partie de ses références (5). Hormis avec l'administration américaine, plus lente à admettre la réalité du « changement » de Tripoli (6), les résultats vont peu à peu s'avérer à la hauteur des concessions. Les trois temps forts de cette rentrée diplomatique seront l'adhésion le 17 février au *Traité de l'Union du*

(1) Sous le titre « La Libye et les aléas de la transition démocratique », le présent annuaire publie une communication faite en septembre 1989 par l'auteur au colloque « Transformations politiques dans l'Afrique du Nord ». Cette contribution prend en compte les événements survenus en Libye au cours de cette année-là. Nous prions le lecteur d'excuser les inévitables interférences entre deux contributions par ailleurs rédigées à deux années d'intervalle.

(2) Cf. notamment l'analyse de Moncef DJAZIRI, *Chronique Libye, A.A.N. 1988*, Ed du CNRS, Paris, 1990.

(3) Cf. par exemple la limite très rigoureuse posée par le colonel Kadhafi le 19 janvier 1990 devant les Congrès populaires de base, qui contredit d'anciennes formulations mais sera elle-même infirmée ultérieurement : « je suis contre l'intervention de l'Etat dans un certain nombre de questions, comme par exemple l'établissement de jardins publics, de clubs, d'activités sportives et touristiques ainsi que des questions concernant la jeunesse ou la maternité. Mais en ce qui concerne le commerce et en particulier les questions économiques, c'est l'Etat qui doit en être chargé car ce sont des questions de vie ou de mort ».

(4) « C'est indiscutable l'avenir du monde est jamaïryen. Il y aura des congrès et des comités populaires partout. C'est certain. »

(5) « Sans doute la Libye a-t-elle une vocation nationaliste (arabe). Mais, à Beyrouth, la situation s'est tellement compliquée que nous nous abstenons de traverser le marécage libanais » (Interview au magazine - *Al Mawqif al arabi*, 4 septembre 1989).

(6) Mais qui avait toutefois assoupli quelque peu son attitude en allégeant les mesures d'embargo le dernier jour du mandat du président Reagan.

Maghreb Arabe puis la signature, au cœur de l'été (31 août) d'un premier accord avec le Tchad et, à l'automne (16 octobre), la réconciliation longtemps différée avec un autre voisin-ennemi de (presque) toujours : l'Égypte du successeur de Sadate.

À l'intérieur toutefois, la «logistique politique» de cette manifeste volonté d'ouverture ne suit pas. Les contacts avec l'opposition en exil ne connaissent aucun prolongement concret. Le monolithisme de la presse demeure total. Les comités révolutionnaires dont le rôle paraissait avoir diminué (7) demeurent, dans la lutte contre l'opposition, le fer de lance du régime. La répression et la torture que l'on croyait bannies depuis l'adoption largement médiatisée d'une «Charte Verte des droits de l'homme jamahiryen» et la création quelques mois plus tard d'un «Prix international Kadhafi des droits de l'homme» font au début de l'année une massive réapparition.

De 1989, année du vingtième anniversaire de la *Révolution de Septembre*, on dira donc qu'elle est celle de la poursuite des réformes économiques et de l'ouverture internationale dans un contexte intérieur qui prive toutefois cette orientation nouvelle d'une large partie de son efficacité.

1. LA POURSUITE DE LA LIBÉRALISATION ÉCONOMIQUE

En 1989, l'attitude du régime sur le terrain de l'économie est demeurée constante. Le 2 mars, dans son traditionnel discours anniversaire de l'instauration du pouvoir du peuple (2 mars 1977) le leader libyen a confirmé et explicité la tendance amorcée en 1987 : «Tout individu est libre de se livrer à n'importe quelle activité économique, de service ou de production à condition qu'il n'exploite pas l'autre (c'est-à-dire qu'il ne recourt pas à l'embauche de travailleurs salariés)». «Tout groupe de Libyens peut se livrer à n'importe quelle activité de service ou de production sans exploiter des tiers (...). Les Libyens doivent être libres de gérer le commerce à l'intérieur comme à l'extérieur et toutes les institutions chargées de cette activité doivent être dissoutes (...) Si un Libyen veut ouvrir un bureau de notaire, il le peut. Si certains ne veulent pas perdre leur temps à remplir des papiers, ils peuvent demander à quelqu'un de le faire pour eux et le payer pour ce faire. Ce n'est pas contraire au Livre vert car l'intéressé à le droit de refuser».

Le double processus de semi-privatisation (adoption du statut coopératif des *Tacharukiat*) des petites et moyennes industries du secteur public et de libéralisation d'une partie du secteur tertiaire s'est poursuivi. L'une des principales limites de la réforme vient sans doute de la persistance du discours politique à y faire des incursions aussi brutales que (s'agissant de la confiance des candidats à la (presque) libre entreprise) dévastatrices. L'usine de Pepsi Cola de Benghazi, l'une des premières à avoir été privatisée, a dû fermer quelques mois plus tard ses portes : dans un discours fleuve où il avait plaidé

(7) Cf. DJAZIRI, *op cit.* De fait, les comités révolutionnaires subiront tout au long de l'année diverses marques de discrédit, certains de leurs locaux (les «*Mathabas*») étant même apparemment affectés à d'autres usages.

avec vigueur la nécessité pour le consommateur de réguler ses besoins («*Pourquoi aller voir le lac de Genève alors que vous avez celui de Benghazi*», «*Pourquoi manger du chocolat suisse alors que vous avez des dattes*», etc.), le colonel Kadhafi s'était étonné que ses compatriotes puissent encore avoir envie de consommer une boisson dont il était attesté selon lui qu'elle était faite «à base d'extrait de foie de porcs» (8).

L'interdiction renouvelée d'embaucher de la main-d'œuvre est toutefois de plus en plus ouvertement contournée. A la périphérie de la capitale, la réouverture des frontières tunisienne et égyptienne a gonflé le flot des candidats à l'embauche. Bâtiment et services bénéficient toutefois plus naturellement de ces embauches temporaires que l'industrie. Peu d'entrepreneurs se risquent à investir des capitaux locaux et encore moins à en rapatrier de l'étranger.

2. LA RENTRÉE DIPLOMATIQUE

Malgré quelques fausses notes occidentales, la température des relations avec l'environnement extérieur s'est spectaculairement réchauffée tout au long de l'année.

«Nous acceptons la paix au Moyen Orient. Si l'unité des arabes n'est pas possible, nous acceptons la solidarité. Nous sommes prêts à avoir des relations équilibrées entre Washington et Moscou. La nouvelle administration américaine le permet».

En direction de l'Occident, des déclarations apaisantes mais également de multiples initiatives (9) sont venues témoigner de la volonté affirmée du guide libyen de sortir de son isolement diplomatique tout autant que de sa maîtrise des arcanes du système médiatique occidental. Les bons offices de Tripoli contribuèrent à faire relâcher 2 puis la totalité des 5 otages français détenus par les activistes d'Abou Nidhal puis à dissoudre (avec l'active complicité de l'OLP de Yasser Arafat) la représentation libyenne de ce groupe terroriste. Les caméras des chaînes mondiales purent filmer le leader libyen dans le rôle du libérateur d'enfants le jour même où le rallye *Paris-Dakar*, grande kermesse médiatique européenne, était accueilli pour la première fois dans le désert libyen. Les fêtes du 20^e anniversaire, mises sur pied à grand

(8) Même si son argumentation est inégalement convaincante, l'axe du discours du régime consiste en fait à délimiter un secteur de libre production en relation avec les besoins de l'économie considérés comme prioritaires : «Vous n'avez pas le droit de créer une usine de pétards sous prétexte que les Congrès populaires de base décident que les entreprises sont libres. (...) Imaginez que 100 Libyens se mettent à fabriquer des ballons pour que les enfants se mettent à gonfler des ballons qu'ils feront ensuite éclater. Si un million d'enfants gonflent 10 ballons par jour, cela ferait dix millions de ballons. C'est un résultat considérable mais parfaitement nuisible : le peuple n'en retirera aucun bénéfice alors que le patron de la compagnie sera devenu millionnaire».

(9) Tripoli a notamment sponsorisé une association française organisatrice sur les rivages méditerranéens d'une marche de la Paix dont les participants auraient dû arriver à Paris le 14 juillet si Paris n'avait pas préféré différer la délivrance des visas aux marcheurs étrangers.

frais (10) donnèrent à cette ambiance quasi œcuménique une occasion supplémentaire de se manifester. Les chefs d'Etats maghrébins, Hassan II inclus, y participèrent au sein d'une délégation de dix-sept de leurs homologues. La délégation italienne, conduite par le ministre des affaires étrangères (11), qui entendait ce faisant encourager « l'évolution positive de la situation en Libye » (premier fournisseur de pétrole brut) accepta en marge de la rencontre le principe de la mise sur pied d'une commission mixte sur l'évaluation des dommages de guerre. Le Congrès général du peuple adhéra à l'union inter-parlementaire qui se réunit à Londres. Avec la venue de l'hiver, cette longue série de victoires diplomatiques connut toutefois quelques revers.

Dans le paysage de consensus naissant, l'offensive diplomatique américaine autour de l'affaire de l'usine de Rabta, soupçonnée de produire avec le soutien au moins volontaire d'industriels allemands des gaz de combat, constitua un premier accroc, vite envenimé par la destruction en vol de deux chasseurs libyens au dessus du Golfe de Syrte (12). Le « foulard islamique » qui agitait alors la classe politique française vint lui aussi troubler la normalisation des relations avec Paris. Le 15 novembre, les déclarations virulentes du colonel (dénonçant sans nuance « l'oppression dont (étaient) victimes les musulmans en France »), considérées comme autant d'ingérences, furent « sanctionnées » par la rétention de trois avions mirages libyens venus bénéficier en France, en 1986, de la levée partielle de l'embargo militaire. Le 13 décembre, Tripoli riposta par un embargo généralisé sur les navires français qui furent interdits de ports libyens mais maintint tout de même sa participation à Paris à la Conférence euro-arabe.

Avec l'Italie, la question des dommages de guerre fut la pierre d'achoppement de la réconciliation : le 26 octobre, 1 040 citoyens libyens demandèrent à effectuer un pèlerinage sur les tombes des prisonniers libyens décédés en Italie au cours de la répression coloniale. La plupart d'entre eux, dépourvus de visa, se virent refuser l'entrée du territoire italien. Tripoli énonça

(10) Et non sans difficulté, les cérémonies étant émaillées d'inévitables incidents à la frontière du politique et de l'anecdotique. Le président Jerry Rawlings emprunta ainsi une moto à la sécurité libyenne et partit en pleine nuit s'aérer sur la route de Janzour. Il plongea, le lendemain, dans le port de Tripoli où ses gardes du corps se crurent obligés de le suivre. Plus près de la politique cette fois, une partie des invités européens refusèrent de défilier avec des T Shirts à l'effigie du colonel Kadhafi et furent consignés sur le bateau qui les avait amenés d'Italie. Le secrétaire d'Etat français, Thierry de Beauvé, se vit refuser la rencontre qu'il sollicitait avec le leader libyen en tant que « chef d'une délégation majeure » et le « colonialisme français » fut contre toute attente vilipendé dans le discours du premier septembre. Dix pour cent des deux mille voitures neuves confiées à des volontaires pour assurer le transport des invités disparurent dans la nature. L'impression laissée par la ville de Tripoli, entièrement repeinte pour l'occasion et dotée de nouvelles infrastructures touristiques et culturelles (aménagement du musée de la place verte notamment) n'en fut pas moins très positive sur la plupart des participants.

(11) Seul haut représentant du monde occidental.

(12) Plus ou moins voulu sans doute par l'administration américaine. Washington pourrait avoir manifesté ainsi sa préoccupation de voir prendre fin un conflit tchadien qui lui avait permis (par le biais de l'aide apportée à Houssein Habré) de prendre pied dans la région (et de voir Moammar Kadhafi rentrer dans les bonnes grâces de la diplomatie européenne) autant que ses craintes de voir se développer des armes chimiques : à l'heure où celui-ci n'était que l'adversaire de l'ennemi (khoméiniste) du moment, leur usage par l'Irak ne l'avait pas inquiété outre mesure.

des menaces de rétorsion à l'égard des intérêts italiens. Le décès suspect d'un citoyen de la péninsule dans une banlieue de Tripoli conduisit Rome à demander une enquête.

Ultime fausse note, le nouveau premier ministre de Malte se refusa à reconduire dans les mêmes termes le traité d'amitié et de coopération dont certaines clauses relatives à l'échange d'information militaire et la fourniture d'armement par Tripoli étaient extrêmement mal vues par l'administration américaine.

Dans l'environnement arabe et africain, la normalisation connut moins de contretemps. A l'ouest d'abord lorsque, le 17 février, le Guide libyen signa – à l'encre verte, pour marquer une dernière fois sa singularité – le traité instaurant une *Union du Maghreb arabe* dont il avait longtemps refusé le principe (13). Le 31 août, un accord fut enfin trouvé avec le Tchad qui ne mit sans doute pas un terme à la crise mais l'inscrivit dans la logique trop longtemps négligée d'un règlement pacifique. Les deux adversaires s'engagèrent à soumettre leur différend sur la bande d'Aouzou à la Cour Internationale de Justice de La Haye qui devait recevoir les mémoires des deux partis avant le 31 août 1991. Plus spectaculaires encore furent ensuite les retrouvailles d'octobre avec le voisin de l'Est : elles mirent un terme à plus d'une décennie de brouille émaillée de quelques épreuves de force. Des projets nombreux furent évoqués : coopération économique dans le domaine de l'exploration pétrolière, connections des réseaux électriques et de télécommunication, construction d'une voie ferrée, échanges bancaires, attributions de terres à des émigrés égyptiens (14). Le 12 décembre, une nouvelle rencontre au sommet (Syrté) confirme que, même si les relations diplomatiques ne sont pas encore restaurées, ces retrouvailles sont faites pour durer. Symbole ultime, les kiosques égyptiens s'enrichissent d'un ouvrage que les lecteurs soviétiques viennent eux aussi de découvrir et qui connaîtra au Caire un bref succès de curiosité : le Livre Vert.

(13) Parce qu'il différait selon lui l'unité globale qu'il prône depuis toujours, les regroupements régionaux lui paraissant relever de la stratégie occidentale de diviser le monde arabe. Son avis n'a d'ailleurs pas complètement changé : « Ce sont les circonstances mondiales qui ont obligé les Arabes à percevoir que l'unité est inéluctable (...) Le rassemblement maghrébin par exemple est inspiré de l'Europe. Elle a fait pression pour sa réalisation. (...) L'Europe leur a dit qu'elle allait devenir en 1992 un Etat unique et qu'elle ne voulait pas traiter avec chaque pays individuellement. Plus aucun pays européen ne peut commercer avec vous sans l'accord des autres (...) Vous savez que le colonialisme français en Afrique a formé des blocs. Nous sommes étonnés de voir que les Africains ont formé une compagnie aérienne commune et un conseil économique. Ce n'est pas parce qu'ils sont unitaires mais parce que (...) le colonialisme a besoin de former ces blocs (...) C'est la même chose pour le Conseil de coopération des pays du Golfe qui constitue une région pétrolière commune. (...) Dans le Conseil de coopération arabe (signé en même temps que l'UMA entre l'Egypte, le Yémen la Jordanie et l'Irak), il y a volonté de nuire et règlements de compte politiques...chacun voulant isoler l'autre. Sanaa et le roi Hussein irritent les Saoudiens. L'Irak veut isoler la Syrie, l'Egypte veut sortir de son isolement...voilà ce qui a conduit à la naissance du Conseil de coopération arabe » (Interview à la Revue *Al Mauqif al Arabi*, 4-10 septembre 1989, *As Sijl Al Qawmi*, 1989-1990, page 37 à 71.

(14) Dans le périmètre nouvellement irrigué par la « Grande rivière artificielle » dont la seconde tranche a été attribuée au mois de septembre (1989) à la société coréenne Dong Ah, auteur du premier tronçon.

3. L'IMPASSE POLITIQUE

Les islamistes étaient en Libye présents de longue date dans le champ de l'opposition. Par comparaison à la Tunisie voisine, leur émergence avait toutefois été en partie différée par la double spécificité économique et culturelle des politiques du régime libyen. Economique d'abord parce que l'opulence pétrolière avait donné au discours de l'Etat développementiste une crédibilité proportionnelle à sa formidable capacité redistributive. Culturelle ensuite, et peut-être surtout, parce que de larges compartiments de la revendication islamiste et notamment le registre de la rupture politique mais également sémantique et symbolique avec l'influence occidentale avaient été largement investis par le discours et la pratique du régime (15). Depuis 1973 au moins, avec le démantèlement de tout ou partie de la branche libyenne du « *Parti de la Libération Islamique* » (16), le langage de la surenchère religieuse avait néanmoins constitué l'un des langages d'opposition au projet jamahiryen. L'ambition du *Livre Vert* à occuper une partie de l'espace symbolique du *Livre révélé*, l'audace réformatrice de son auteur à propos du rôle de la femme (17) ou dans certaines exégèses religieuses avaient fourni les principaux points d'appuis de ses contradicteurs islamistes. Ni le terrain de l'« occidentalisation » cher à leurs homologues du reste du monde arabe ni celui de la justice sociale ne trouvaient en effet dans la Libye arabiste, socialisante et activement anti-américaine, d'écho suffisant pour s'avérer politiquement mobilisateurs.

Mais quand bien même les politiques culturelles et économiques n'auraient-elles pas « joué leur rôle » dans la montée en puissance de l'opposition islamiste, le verrouillage d'un système épargné par les « novembre 1987 » et autre « octobre 1988 » (18) de ses voisins maghrébins et n'ayant pas non plus

(15) Sur le contexte de l'émergence de l'opposition islamiste en Libye, nous avons proposé une analyse plus détaillée in « *L'islamisme au Maghreb : la voix du Sud* », Karthala, 1988, page 170 et suivantes.

(16) Dont les derniers condamnés n'auraient été libérés qu'en juin 1988 lors de l'amnistie (quasi) générale accordée par le régime.

(17) Qui demeure au cœur de ses préoccupations de l'année : « Le mot d'ordre de Révolution féminine doit entrer dans le vocabulaire politique. Pourquoi n'entendons-nous pas parler de révolution féminine. Ce ne serait pas étonnant puisque en Libye, en Angleterre, au Zaïre et dans n'importe quel Etat la femme est opprimée et persécutée. La preuve en est que l'Assemblée générale des Nations Unies consacre une journée à la femme (...) Pourquoi attribue-t-on toujours à la femme le poste de Ministre des affaires sociales : c'est une plaisanterie et une falsification. Pourquoi ne serait-elle pas ministre de la défense ? Il est arrivé qu'au cours d'une cérémonie on n'ait pas trouvé de vase pour décorer l'entrée des salons d'accueil alors on les a remplacés par des femmes... Mais les révolutionnaires refusent que les femmes soient un objet de décor à la place des vases. » « Comme les religieuses chrétiennes, qui sont prêtes à se sacrifier pour le Christ, qui ont refusé le mariage et les enfants, nous avons besoin d'un ordre monacal féminin. Nous devons réserver au moins 5 % des femmes à ce monachisme révolutionnaire féminin et laisser les autres 95 % se marier et mettre au monde des enfants. Ce système ne peut pas être facteur de déséquilibre. Les 5 % peuvent regrouper un million de religieuses dans la nation arabe et si un mouvement regroupe un million de révolutionnaires, il sera capable de faire une vraie révolution, non seulement dans le monde arabe mais dans le monde tout entier. (Colloque sur la Femme, le 8 mars 1989). »

(18) Dates du renversement du président tunisien Habib Bourguiba et, en Algérie, des émeutes qui ont prélué au multipartisme.

entrepris comme son voisin égyptien de libéraliser ses organes d'information, était tel que l'usure de 20 années de gestion monopolistique du pouvoir aurait suffi à crédibiliser le discours de n'importe quelle forme d'opposition.

Au début de l'année 1989, quelques mois après avoir solennellement proclamé son attachement aux droits de l'homme, face à la poussée contestataire d'un mouvement dont le radicalisme est à la mesure du sien, le régime va une nouvelle fois céder à la tentation d'une répression particulièrement massive. Les harcèlements des Comités révolutionnaires contre les islamistes dégénèrent : un noyau activiste se faisant appeler Jihad prend l'initiative d'affrontements armés à Benghazi d'abord, puis à Jdabia, Misrata, Tobrouk, et ultérieurement Beidha et Tripoli. Le régime, que l'existence au Tchad d'une armée de 1 200 déserteurs entraînés (19) par le Front National de Sauvegarde de la Libye rend particulièrement nerveux, réagit par une campagne d'arrestations disproportionnée qui touche sans nuance entre 1 500 et 3 000 militants réels ou supposés du courant islamiste. Ils sont transférés par voie aérienne de la Cyrénaïque à Benghazi et détenus depuis lors à Tripoli et sa périphérie. Des rumeurs persistantes font état de plusieurs dizaines d'exécutions sommaires. De nombreux cas de torture sont dénoncés par les organisations internationales. Lors de la visite à Benghazi du président syrien Hafedh al Assad, une tentative d'assassinat du Guide n'est évitée que grâce à la présence d'esprit des gardes du corps du président syrien (19 bis) et contribue à radicaliser la réaction du régime. Les propos du « Guide » lui-même, qui demande aux familles des détenus « d'oublier qu'ils existent » inclinent à penser que la répression inclut des exécutions. Les témoignages parvenus à l'organisation Amnesty Internationale ou aux publications islamistes égyptiennes font état de tortures (20). Au cours du mois de Ramadhan, aux affrontements entre les comités révolutionnaires, bras armé de la répression, et une partie significative des habitués des mosquées s'ajoute la diffusion d'un tract (cf. annexe 2) appelant à l'élimination physique des « athées » que constituent aux yeux du colonel les membres de la frange activiste et – parfois – extrémiste du mouvement. Le souci de poursuivre sa contre offensive sur le terrain idéologique pousse Kadhafi à recentrer assez sensiblement sa position sur le courant islamiste dans son ensemble et à tenter ainsi de gagner l'appui de ceux d'entre eux qui ne menacent pas son existence. Parallèlement, les Confréries soufies, longtemps combattues,

(19) Sous les ordres du colonel Khalifa Hefar, prisonnier des Tchadiens depuis le mois de mars 1987 et rallié depuis le 15 mai 1988 au FNSL (financé et encadré par la CIA américaine, armé par l'Irak et l'Arabie Saoudite qui veulent faire payer à Kadhafi son engagement dans le camp iranien). Lors de la signature du cessez-le-feu avec le Tchad (cf. *infra*), l'Irak et la Libye proposeront de recueillir les membres de l'armée du Front (cf. notamment F. Soudan, *Jeune Afrique*, N° 1564-1465, 19 décembre 1990).

(19 bis) *Nord-Sud Export Consultants*, octobre 1989.

(20) La revue des frères musulmans égyptiens, *Loua al Islam*, a publié en novembre 1990 une lettre d'un détenu libyen selon lequel les arrestations de janvier 89 auraient touché 5 000 personnes, que « plusieurs centaines d'exécutions » auraient eu lieu et que l'usage de la torture serait très répandu. Les membres des comités révolutionnaires responsables de la répression seraient notamment Abdessalam al Zaouma, Abdallah Sanoussi, et Khiri Khaled.

notamment pour leur relation avec la Senoussiya de l'ancien roi Idriss, jouissent – à en juger par la liberté d'expression publique dont elles disposent lors de leurs fêtes annuelles – de l'appui des pouvoirs publics (21).

Le point culminant de ce processus est la réunion à Benghazi le 27 septembre de quelques centaines (22) de personnalités, plus ou moins importantes, du monde de l'Islam associatif et officiel, arabe et non arabe, à laquelle le colonel tente de donner le statut de « Direction islamique mondiale ». Participe notamment à la rencontre Rached Ghannouchi, leader d'un « Parti de la Tendance Islamique » longtemps considéré en Libye comme une émanation des Frères Musulmans et dénoncé comme tel. Même si l'évolution est d'ordre essentiellement tactique, elle mérite d'être signalée : pour Kadhafi, le courant islamiste n'est désormais plus condamné dans sa totalité. Une large composante est admise à participer à la dynamique nationaliste arabe dont il est l'ardent défenseur. Le critère de différenciation demeure bien sûr lié à l'attitude de chaque groupe à l'égard de son régime. Les exclus sont assimilés aux sectes scissionnistes de l'histoire de l'Islam et leur arabité est, à tort plus souvent qu'à raison, systématiquement mise en cause (23).

« Nous devons savoir différencier l'Islam des mouvements qui prétendent être l'Islam. Ce qu'on appelle « la tendance islamique » est un groupe de gens avec qui j'ai discuté et qui font partie de la Direction Islamique mondiale provisoire. Toutes les sectes qui sont apparues après l'Islam sont apparues pour servir le politique car Dieu n'a pas fait référence au Malékite, au Hanéfite, au Hanbalite ou au Kharéjite, ni même au Chiite ou au Sunnite. Ce sont des hérésies qui n'existent pas dans l'Islam. Ce sont des partis politiques sans aucun caractère religieux ou sacré. Ce phénomène des hérétiques, je ne voudrais pas qu'il évolue comme dans les autres pays arabes car nous en Libye, le Coran régit notre société et personne ne peut adopter de lois allant à l'encontre de celle-là. Et puis l'autorité du peuple est sacrée et ce que voudra le peuple se fera. (...) Ces nouveaux hérétiques, entraînés

(21) Thème récurrent de l'argumentaire anti-islamiste du régime, sa liaison organique supposée avec le régime américain. L'hebdomadaire des comités révolutionnaires « *Al-zahf al-akhdar* » prendra prétexte d'une rencontre entre des représentants d'associations musulmanes et l'orientaliste américain Peter Sebastian pour tenter d'accréditer cette version un peu manichéenne de la relation du courant islamiste à son environnement occidental. « Une seule explication valable (à cette rencontre) la dépendance de ces organisations si éloignées de l'Islam à l'égard des services de renseignements américains (...) Un responsable du ministère des affaires étrangères se réunit avec les organisations islamistes pour leur édicter des ordres (...) pour contrôler l'exécution des plans ourdis contre les Arabes » (2 octobre 1989). Le processus était déjà perceptible depuis 3 ans environ. A Zliten, le tombeau du Cheikh, détruit au début des années 1980, est en cours de restauration.

(22) Deux cent cinquante, de 48 nationalités suivant les sources libyennes.

(23) Par exemple à l'égard des fondateurs des Frères musulmans égyptiens lorsqu'il dit « Syyed Qutb qui a été exécuté au nom de l'Islam en Egypte n'était pas arabe et tout ce qu'il a écrit comme livres était destiné aux mouvements religieux clandestins. Mohamed Abduh et Jamal Eddin Afghani et Al Banna, sont tous des membres du mouvement maçonnique fondé par les Juifs pour détruire le nationalisme arabe ou autre. (...) Chaque arabe serait dupé s'il rejoignait les Frères musulmans car l'origine des Frères musulmans est le mouvement des musulmans non arabes c'est-à-dire contre les arabes. De même les Tablighis viennent d'Asie. Ils sont hostiles au nationalisme arabe mais n'en sont pas moins parvenus à s'introduire dans la nation arabe au nom de l'Islam » (in *Sijl al-Qawmi*, 1989).

par les services secrets américains, israéliens et occidentaux pour une opération criminelle sont un danger pour l'unité arabe, plus dangereux que le cancer ou le sida, plus dangereux encore que la peste et la variole.(...) Nous ne leur permettrons pas de nous accuser d'athéisme devant le reste du monde islamique. Nous sommes les imams des musulmans et les dirigeants des musulmans de l'Afrique jusqu'en Asie. (...) Des chefs d'Etat et des imams de mosquée et des millions de musulmans en Afrique, des milliers en Libye prient derrière moi... et ces hérétiques viennent ensuite nous accuser d'athéisme. (...) Le peuple arabe égyptien est très croyant. Il est impensable que l'on y plante ce que l'on appelle *Takfir wa hijra* et qu'on l'accuse de non croyance. Il est donc évident que la question est une question de destruction de la nation arabe. En Tunisie, l'appel à la prière est transmis à la radio et à la télévision maintenant que le Président Ben Ali est au pouvoir. Cela signifie que le peuple arabe tunisien est un peuple croyant mais il était contraint à l'incroyance car Bourguiba leur a dit de ne pas jeûner pendant le Ramadhan (...).

A l'intérieur du système, à l'heure du 20^e anniversaire du renversement de la monarchie, le doute pourtant s'est instauré. Non point sur la validité de la troisième théorie, dont l'initiateur persiste à croire qu'elle est en train de gagner le monde entier, mais sur la capacité des Libyens à la mettre en œuvre. L'idée n'est pas nouvelle mais le Guide de la révolution l'exprime cette année-là particulièrement explicitement : ce n'est pas le système qu'il faut adapter aux Libyens mais les Libyens au système. «La Libye n'est pas l'endroit adéquat pour appliquer la théorie jamahiryenne. L'Europe occidentale serait l'endroit idéal car il y évoluent des individus cultivés et instruits. Mais plus les sociétés sont sous-développées, plus les difficultés d'application sont nombreuses. L'application de la théorie en Suisse ou en Suède serait préférable car la Suisse est un système proche des masses».(...) «Dans tout pays instruit, il n'y a pas d'obstacle devant l'application de la théorie jamahiryenne. Les gens l'étudient et l'appliquent aussitôt».

F. BURGAT*

ANNEXES

I. - Chronologie

Janvier

Affrontements à l'arme automatique à Benghazi entre forces de police et membres d'un groupe islamiste. Extension des troubles à plusieurs villes de l'est. Entre deux et trois mille arrestations.

- 9 Les Américains rejettent les propositions libyennes de négociation directe.
- 12 La Libye remet à un représentant du Vatican le corps du pilote américain abattu lors du raid de 1986 sur Tripoli.
- 13 Ouverture à Karlsruhe d'une information judiciaire contre la société Imhausen-Chemie, soupçonnée d'avoir participé à la construction de l'usine chimique Pharma 150 à Rabta.
- 31 Ouverture d'un consulat libyen à Tachkent.

Février

- 17 Signature du traité instituant l'*Union du Maghreb Arabe* entre les cinq pays du Maghreb.

Mars

- 2 Kadhafi : Relance de la libéralisation. «Les Libyens doivent être libres de gérer le commerce à l'intérieur et à l'extérieur et toutes les institutions chargées de cette activité doivent être dissoutes».
- 7 Visite de Sadeq al Mahdi à Tripoli. Pour les USA : «la Libye n'a pratiquement rien d'autre à offrir que des armes et ce n'est pas ce dont le Soudan a besoin».
- 9 Réaménagement ministériel après la clôture du Congrès Général du Peuple. Cinq nouveaux ministres dont une femme à l'enseignement et Amin Hilmi Osman Kamel, égyptien de nationalité (ex-ministre de l'industrie de Nasser) aux industries légères, pour souligner «l'orientation nationaliste de la révolution libyenne» et «se rapprocher du jour de l'unité arabe».

Au cours de la visite d'Hafez al Assad, un des membres du groupe Jihad, en cours de démantèlement, aurait tenté d'assassiner Kadhafi à l'arme blanche.

Avril

- Période de destruction massive par les comités révolutionnaires de maisons érigées sur des terres agricoles
- 8 Expulsion de 70 Libyens par le Burundi qui accuse Tripoli de soutenir l'ancien président burundais.
Tripoli confirme la livraison par Moscou de bombardiers Sukhoï 24 à long rayon d'action.
- 8 Début du mois de Ramadan.
- 26 Un hélicoptère libyen en provenance du Soudan se pose en Haute Egypte. Il est revendiqué par le Soudan et la Libye.

Mai

- 22 A Tripoli, sommet des chefs d'Etat Ben Jedid, Ben Ali, Assad et Kadhafi en partance pour Casablanca.
- 23 Au sommet de Casablanca, entretiens Kadhafi-Moubarak.
- 30 Kadaffeddem au Caire

Juin

- 1^{er} Réouverture des frontières avec l'Egypte. Journée de deuil à l'occasion de la mort de Khomeiny.
- 5 Accord sur l'indemnisation des travailleurs égyptiens expulsés en 1985 (15 millions de dollars US).
- 8 Ahmed Kadaffeddem se rend au Caire pour négocier les conditions de la reprise des relations bi-latérales.
- 11 Kadhafi : « Nous acceptons la paix au Moyen Orient. Si l'unité des Arabes n'est pas possible nous acceptons la solidarité. Nous sommes prêts à avoir des relations équilibrées entre Washington et Moscou. La nouvelle administration le permet ».
- 15 Levée partielle de l'embargo sur les armements français
- 27 Comité américain de bons offices à Tripoli.

Juillet

- 9 Protocole douanier et bancaire avec la Tunisie. Normalisation accélérée. Les émigrés peuvent rapatrier 50 % de leur rémunération.
- 11 Tripoli reconnaît le nouveau gouvernement soudanais.
- 14 Les Libyens sponsorisent une « marche de la paix » de Tripoli à Paris.

Août

- 8 Kadhafi : « Je voudrais savoir ce que veulent les Libyens et les Libyennes vingt ans après la Révolution et je demande à chaque membre des Congrès populaires de répondre en toute liberté à cette question ».
- 31 Signature à Alger d'un accord avec le Tchad pour recourir à l'arbitrage de la CIJ.

Septembre

- 1^{er} Cérémonies du 20^e anniversaire. Le colonialisme français est stigmatisé.
 4 Kadhafi à Belgrade pour le sommet des non alignés.
 11 Inauguration du complexe sidérurgique de Misrata.
 15 TUN : Ghannouchi reçu par Kadhafi pendant plus d'une heure. Débat sur l'opportunité de fonder un parti islamique.
 26 Colloque à Benghazi . Création d'une Direction islamique mondiale. Kadhafi : «Celui qui attaque la Libye au moment où l'Amérique attaque la direction libyenne ne peut être musulman». «Au plan de l'Islam international, nous devrions constituer le parti de Dieu qui suivra la voie du Livre de Dieu et un commandement islamique de masses. Des institutions suivront qui auront leur propre budget à l'instar du conseil mondial des églises, du conseil mondial juif, des organismes de sécurité sociale qui ont chacun leur propre budget».
 28 Le colonel Kadhafi n'assiste qu'à une seule séance du congrès annuel des comités révolutionnaires et se livre à une virulente critique de leur action.- Quittez les Comités et entrez dans la «Hars jamahiry».

Octobre

- 7 Kadhafi réclame la peine de mort pour les fondamentalistes.
 12 Lors du mouloud, les confréries soufies sont particulièrement présentes.
 16 Rencontre avec Moubarak à Marsa Matrouh puis le lendemain à Tobrouk (où Moubarak avait eu l'occasion de séjourner). Accords de coopération. Libération de la circulation des personnes et des marchandises. Ouverture de bureaux de représentation dans les deux capitales.
 Fin octobre : Au terme d'un gentleman agreement avec l'OLP, qui «fomente» un coup d'Etat interne au groupe Abou Nidhal celui-ci est placé en résidence surveillée.

Décembre

- 18 La Libye annonce sa participation à la conférence de Paris.
 20 Réunion à Tripoli du secrétariat provisoire de la direction populaire islamique mondiale. Vote relatif à charte pour l'instauration d'une direction islamique populaire mondiale. Dénonciation de la tenue d'un congrès islamique aux USA (en décembre).

II. - Documents

A. - Gouvernement (1)

Composition du Comité populaire général

Cette composition est issue de la 15^e session du CGP (du 2-9/3/89). Elle comprend dix-neuf secrétariats (ministères), les onze de la précédente formation et huit nouvelles créations (qui existaient dans les années précédentes mais qui furent supprimées en 1986) (2).

(1) Dépouillement, traduction et commentaire par Taoufik MONASTIRI.

(2) Voir AAN, 1986, 1987 et 1988.

M. AL-MOUNTASSAR Omar, secr. général du Comité populaire général (premier ministre)*

M. AT-TALHI Jadallah Azouz, secr. du Bureau des Relations extérieures (aff. étrangères et coopération internationale)* (3)

M. CHAKCHOUKI Faouzi, secr. du Com. pop. gén. au Pétrole*** (4)

M. CHAMEKH Moubarak, secr. du Com. pop. gén. aux Communications et au Transport maritime*

M. IBRAHIM Ahmad Mohamed, secr. du Com. pop. gén. à l'Enseignement supérieur***

M. CHARNANA Farhat, secr. du Com. pop. à l'Economie et Commerce extérieur*

M. FARHAT Mohamed Lotfi, secr. du Com. pop. gén. au Plan*

M. BEN CHATOUANE Ahmad Fathi, secr. du Com. pop. gén. aux Industries stratégiques*

M. AZ-ZAYIDI Moustafa Mohamed, secr. du Com. pop. gén. à la Santé*

M. AL-BOUKHARI Mohomad Al-Madani, secr. du Com. pop. gén. aux Finances*

M. ABOU-DABBOUS Rajab Miftah, secr. du Com. pop. gén. à l'Information et aux Affaires culturelles*

M. KAÏBA Mohamed, secr. du Com. pop. gén. aux Ressources maritimes*

M. MAATOUQ Maatouq Mohamed, secr. du Com. pop. gén. à la Formation professionnelle*

M. CHAÏRI Ali, secr. du Com. pop. gén. à la Mobilisation des masses et l'orientation révolutionnaire*

M. AL-QAOUUD Abdelmajid Mabrouk, secr. du Com. pop. gén. à la Réforme agricole et à la bonification des terres**

M. AL-MADANI Nouri Fitouri, secr. du Com. pop. gén. à la Recherche scientifique**

M. KAMIL Amin Hilmi, secr. du Com. pop. gén. aux Industries légères** (5)

M. AL-HANCHIRI Ezzedine Mohamed, secr. du Com. pop. gén. à la Justice**

M^{me} MOKHTAR Fatima Abdelhafidh, secr. du Com. pop. gén. à l'Enseignement**

* Inchangé.

** Nouvelles créations.

*** Change d'affectation.

Source : *J.R.*, (12), 20.6.89 : 371-373.

(3) Un « ministre des Affaires maghrébines » est nommé dans le courant de l'été : M. Qacem ZOUY.

(4) Le ministère du pétrole avait été supprimé en 1986 et son titulaire d'alors qui retrouve son poste dans le nouveau cabinet avait continué à superviser les affaires pétrolières depuis le secrétariat à la planification.

(5) De nationalité égyptienne, A. Hilmi Osman est un ancien ministre de Nasser.

B. - Secrétariat du CGP

Composition du Secrétariat du Congrès général du peuple

- M. OMAR Meftah al-Asta, secrétaire du CGP*
 M. ABOU-KHZAM Ibrahim, secrétaire adjoint*
 M^{me} AL-ARIBI Salmine Ali, secrétaire adjointe** (1)
 M. ECHIKAL Omar, secrétaire chargé des congrès populaires*
 M. ACH-CHAHOUMI Soulaymane Sassi, secrétaire chargé des comités populaires*
 M. HAOUIDI Bachir Haouij, secrétaire chargé des congrès populaires professionnels*

* Inchangé.

** Nouvelles créations.

Source : *J.R.*, (12), 20.6.89 : 368.

C. - Tract apposé sur les mosquées au cours du mois de carème (avril) 1989

Au nom de DIEU miséricordieux (...).

Frères de la foi et de l'Islam...

D'étranges mouvements et organisations prétendent faussement appartenir à l'Islam et le défendre, mais en réalité ils sont venus pour saboter l'Islam et propager la division et la zizanie entre les Musulmans, et les faire douter de leur religion qui est complète depuis le jour où Dieu a fait descendre ses paroles qui disent : «Aujourd'hui j'ai parachevé pour vous votre religion, complété mes bienfaits pour vous, et ai bien voulu que l'Islam soit votre religion». DIEU avait dit ceci en s'adressant à la Nation Arabe, Nation de l'Islam dont elle est responsable.

Qu'est-il donc arrivé après ? ... D'autres nations et d'autres peuples non arabisés se sont convertis à l'Islam... Ces nations avaient leurs propres croyances et religions et se sont converties à l'Islam non pas par conviction, mais par peur et par ambition... Elles ont tenté, et elles tentent toujours, avec les ennemis des Arabes et de l'Islam derrière elles, de polluer la religion musulmane, religion des Arabes et d'introduire leurs croyances dans cette religion claire et immaculée...

Alors sont apparues les sectes et les confessions qui étaient toutes à l'origine des religions distinctes... Elles ont falsifié le CORAN et l'ont interprété selon leurs souhaits et leurs ambitions politiques. Elles ont introduit les faux Hadiths pour justifier leur existence et pour se légitimer selon leurs croyances... L'Islam avait-il besoin de tout cela ? Alors qu'il est la religion de la clarté, préservée dans le CORAN Sacré par une langue arabe sans détour... Qui est le plus à même de comprendre le CORAN et de l'expliquer ? ...

(1) C'est la première fois de l'histoire de la Jamahiriya qu'une femme entre au Bureau du secrétariat du Congrès général du peuple, alors que depuis 1987 une autre femme M^{me} CHALABI Faouzia siège au Comité populaire général comme secrétaire adjointe chargée des affaires culturelles.

Est-ce les Arabes dans la langue desquels le CORAN a été révélé ou les non Arabes qui ne comprennent ni la langue arabe ni ses significations ? Comment pouvons-nous nous prosterner devant un prétentieux corrompu, et croire son interprétation... lui qui ne connaît point la langue du CORAN et n'appartient pas à ses gens... Comment pouvons-nous oublier que Dieu a fait de nous ses témoins pour les autres hommes.

L'objectif fondamental de toutes ces confessions, sectes et partis est de gouverner au nom de l'Islam... Gouverner les Arabes, les soumettre, les disperser et les anéantir car la dignité de l'Islam est la dignité des Arabes... Sans une Nation forte et capable, il n'y aura pas d'Islam, mais une série de religions différentes.

A la tête de chacun de ces groupes il y avait un incroyant. Pensez-vous que des athées peuvent préserver l'Islam ? ... Toutes les doctrines qui étaient apparues au début de l'Islam comme la CHUUBIYYA, le mouvement QUARMATE, l'associationnisme, l'ismaélisme avaient à leur tête des athées qui n'avaient d'autres objectifs que de saboter la religion musulmane et de falsifier le CORAN pour leurs propres intérêts et croyances... Leur objectif réel était de gouverner et de piller les richesses de la nation, de permettre ce qui est interdit et de violer ce qui est inviolable.

Posons-nous la question... Quelle est l'origine de tous ces mouvements... Qui était derrière eux ? Quels étaient leurs dirigeants... N'étaient-ils pas des non-Arabes... Qui sont les CHUUBIS et les AJAM* ? Comment ceux-ci peuvent-ils vouloir du bien aux Arabes et à l'Islam ? Ils ne veulent qu'innover et faire la guerre aux Arabes, à leur religion et à leur prophète. Si ces mouvements l'avaient emporté, dans quel état se serait retrouvé l'Islam ! ... Sans doute aurait-il disparu... Si ceux-ci l'avaient emporté, l'idolâtrie serait revenue même sous une forme différente.

Les Arabes Musulmans avaient découvert cela, c'est pourquoi le châtement des athées était la peine capitale, leur châtement était la mort où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent... Voilà que l'athéisme réapparaît aujourd'hui mais avec une image différente...

Ils essaient de saboter les mosquées et les symboles qui s'y trouvent, ils vous considèrent comme incrédules. Ils violent les tombes des musulmans qu'ils en extraient. Ils répudient les femmes mariées et se marient avec celles qui le sont...

Arabes musulmans, vous devez faire attention dans les mosquées et n'importe où à ces athées, ils faut les traiter de la même manière qu'ils étaient traités au début de l'Islam... Il faut les punir comme DIEU le veut... Chaque famille doit faire attention que son fils ou sa fille ne soient pas trompés par ceux-ci... Ils veulent qu'ils se sacrifient au service des Juifs et des Chrétiens. Les Juifs et les Chrétiens n'avaient pas pu vous faire la guerre chez vous contre votre religion et vos valeurs alors ils ont chargé ceux-ci de le faire à leur place... Ils visent les hommes de la sécurité pour progager, l'anarchie et pour se permettre de voler, d'assassiner, d'enfreindre les tabous, de violer les femmes et de faire naître la terreur et la peur dans votre cœur...

Ils interdisent l'industrie, l'agriculture et la production pour que la société arabe soit entre les mains des Juifs et des Chrétiens, pour que nous soyons des faibles, incapables de faire face aux ennemis de l'Islam. En contrepartie, ils entraînent leurs disciples à tous les moyens de destruction et d'assassinat. Ils fabriquent les épées et les poignards qui tueront les Arabes musulmans... Ils imposent à leurs disciples des rites ridicules comme le port de lourds fardeaux pour de longues distances, ils divinisent le prophète et ignorent DIEU... Auparavant ils avaient divinisé Ali et le Calife

* Terme désignant les « non-arabes » de façon générale mais surtout les Persans.

Fatimide Al Hakim... Ils publient des livres étranges et des contes ridicules, des livres hostiles aux Arabes et à cette Nation qui avait porté le trophée du Message et qui le porte encore.

O Musulman, l'extermination de ces athées est devenue un devoir et une obligation comme le Jihad au nom de DIEU... Leur anéantissement signifiera la préservation de l'Islam et du CORAN.

O Musulman ! Si tu rencontres un athée de Takfir, du Jihad, de Tahrir, des Frères musulmans. Il faut que tu l'élimines sur le champ, si tu ne le peux pas, il faut que tu informes ceux qui sont capables de le faire.

L'ancien athéisme s'était habillé du vêtement de l'âge et il s'est donné de nouveaux noms (Takfir Wa Hijra, Jihad, Frères Musulmans, Libération Islamique, Bahanisme, Wahabisme, Qodiana, Tabligh, etc.). Quelle est la différence entre eux ? Les premiers avaient derrière eux des athées non arabes mais ceux des nouveaux ne sont-ils pas aussi des athées non arabes ? Qui avait formé le parti Libération Islamique, celui des Frères Musulmans et les autres confessions ou sectes ?

Vous êtes-vous demandé qui étaient derrière ces mouvements... Ce n'est plus une mince affaire... Ils falsifient le CORAN et imposent une nouvelle religion... Ils falsifient les prières, le Ramadan n'est plus un mois, mais 45 jours, les prières ne sont pas au nombre de 5 mais de 50, le pèlerinage ne se fait plus pendant certains mois et les mosquées ne sont plus les maisons de DIEU... Les rites idolâtrèrent le culte de la personnalité, la déification des autres... Ils divinisent MOHAMED alors qu'il n'était que le messager de DIEU...

Ils lisent des psalmodies particulières pendant les prières, ils interdisent le travail, la production et l'enseignement, ils mènent la guerre contre la femme et la considèrent comme un être impur qui n'a pas le droit à l'enseignement et au travail, ils corrompent la société Arabe Musulmane, ils incitent leurs disciples non pas au Jihad en Palestine mais dans leur société et contre les leurs... Ils les incitent à assassiner les leurs et leurs compatriotes. Ils considèrent que l'assassinat d'un Arabe Musulman est une forme de Jihad. Celui qui en tue un nombre très important entre le premier au Paradis. Ils luttent à Kaboul et oublient EL QOODS... Pourquoi l'Afghanistan et non la Palestine ? Ceci dévoile leur origine, et qui se cache derrière eux...

L'Amérique protège les Juifs en Palestine et les défend de toutes ses forces. Les Israéliens veulent anéantir la race Arabe. L'Amérique veut la défaite des Soviétiques en Afghanistan... Avez-vous pu faire la liaison entre tout ceci. Les prêcheurs de l'athéisme sont sortis de ces régions et non pas du pays des Arabes. Ils ignorent le CORAN et lisent les livres des athées et des corrompus. Le CORAN à leurs yeux n'est plus la Charia des musulmans, mais à sa place ce sont les livres de Ibn Taimaiyya, de Qotb, Yakoun, Mawdoudi, Nadawi, Hawa, etc. Ceux-ci sont leur Charia et leurs livres sacrés qu'ils apprennent par cœur comme le musulman apprend le CORAN.

Ils cherchent les vieux livres d'athéisme pour les progager et les actualiser... ce sont des mécréants dont l'exécution est un devoir... Ils sont hostiles au progrès et à la liberté... Ils veulent imposer le terrorisme à la société et tuer tous ceux qui ne les suivent pas. Ils font la guerre à la société, aux femmes et à la science... Ils veulent priver les femmes de tout... Ils sabotent votre religion et votre société... Ne les laissez pas faire... Ce sont des athées mécréants...

(suivent 7 versets du CORAN).

III. - Indicateurs Economiques

A. - Principales allocations en devises en 1989

Grand fleuve artificiel	1 000 millions de dollars.
Centrale électrique	1 000 millions de dollars.
Aciérie de Misrata	515 millions de dollars.
Prod. et export. de pétrole	1 000 millions de dollars.
Salaire main-d'œuvre étrang.	400 millions de dollars.
Importations alimentaires	850 millions de dollars.

(Rapport de Mohammad RAZZOUK RAJAB, gvr Banque centrale, cité in *Pétrole et Gaz arabes*, 10 mars 1990).

B. - Données de base

Indicateur	Unité	1970	1975	1980	1985	1989
Population	million	1,98	2,43	2,76	3,36	4,38
Densité	hab./km ²	1,1	1,4	1,6	1,9	2,5
Taux de croissance	%	4,2 ^a	4,6 ^b	4,5 ^c	3,7 ^d	3,9 ^e
PIB	millions \$	3 736	12 775	35 585	30 176	21 733
Croissance annuelle	%	7,6 ^a	8,7 ^b	-4,3 ^c	-12,5 ^d	-
Per capita	dollar	1 887	5 257	12 893	8 981	4 962
Taux d'inflation	%	-3,1 ^j	9,2	33,3 ⁿ	3,8 ⁿ	9,4 ^{mh}
ADP^o reçue	million \$	5	5	17	5	6 ^e
Dépenses publiques						
Education	% du PIB	4,5	5,9	3,4	8,2	10,1 ^m
Défense	% du PIB	1,0	6,0	1,5	6,8	6,0 ^e
Energie						
Production	1 000 TEC ^l	232 370	111 029	135 076	77 617	81 220 e
Consommation	1 000 TEC ^l	1 339	2 532	7 304	11 473	15 100 ^e
Commerce extérieur^k	% du PIB	55,9	50	52,5	31,4	31,2 ^e
Importations totales^k	million \$	1 638	5 977	14 018	8 068	7 824 e
Marchandises ^f	million \$	674	4 424	10 368	5 754	5 753 ^e
Services ^g	million \$	964	1 553	3 650	2 314	2 071 ^e
Exportations totales^k	million \$	2 536	6 793	23 365	10 879	6 533 e
Marchandises ^f	million \$	2 397	6 418	21 919	10 353	5 644 ^e
Services ^g	million \$	139	375	1 446	526	889 ^e

a. 1970-1975; b. 1975-1980; c. 1980-1985; d. 1985-1990; e. 1988; f. Fob; g. Y compris revenus; h. 1987; i. 1985-1987; j. 1971; k. Biens et services; l. Tonnes d'équivalent charbon; m. 1986; n. Déflateur du PIB; o. Aide publique au développement.

Sources : *Bulletin mensuel de statistique*, octobre 1990, ONU; *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Banque mondiale; *Manuel de statistiques du commerce international et du développement 1989*, CNUCED; *The Military Balance, 1987-1988, 1988-1989, 1989-1990*; *Annuaire des statistiques de l'énergie, 1982 et 1988*, ONU; *Statistiques financières internationale*, annuaire 1990, FMI; *Statistiques financières internationales*, novembre 1990, FMI; *Annuaire statistique*, UNESCO, 1990; *Résumé statistique de l'UNESCO*, 1987.

* Tableau publié in *L'Etat du Maghreb* - Paris, La Découverte 1991, p. 455.